

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N° 96 - 993 (96 - 596)

Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering,  
en Bijlagen I en II, gedaan te New York op 9 mei 1992 (1). —  
Corrigendum

[15067]

In de Nederlandse verdragstekst moeten volgende verbeteringen  
aangebracht worden :

Artikel 10, eerste lid, derde regel :

« de uitvoering » veranderen in « de effectieve uitvoering ».

Artikel 12, vierde lid, dient als volgt te worden gelezen :

« 4. Partijen die ontwikkelingslanden zijn, kunnen op vrijwillige basis  
projecten voorstellen voor financiering, met inbegrip van de technolo-  
gieën, materialen, ... »

Bijlagen I en II :

« Europese Gemeenschap » veranderen in « Europese Economische  
Gemeenschap ».

In de Franse verdragstekst moet volgende verbetering aangebracht  
worden :

Artikel 4, achtste lid, letter g, laatste zin :

het woord « fragiles » moet worden geschrapt.

In de Nederlandse lijst van gebonden Staten dient de inwerkings-  
datum van België als volgt te worden gelezen : 15 april 1996.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
DU COMMERCE ÉTRANGER  
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 96 - 993 (96 - 596)

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climati-  
ques, et les Annexes I et II, faites à New York le 9 mai 1992 (1). —  
Corrigendum

[15067]

Dans le texte néerlandais du Traité, les corrections suivantes doivent  
être apportées :

Article 10, premier alinéa, troisième ligne :

« de uitvoering » est remplacé par « de effectieve uitvoering ».

Article 12, quatrième alinéa, doit être lu comme suit :

« 4. Partijen die ontwikkelingslanden zijn, kunnen op vrijwillige basis  
projecten voorstellen voor financiering, met inbegrip van de technolo-  
gieën, materialen, ... »

Annexes I et II :

« Europese Gemeenschap » est remplacé par « Europese Econo-  
mische Gemeenschap ».

Dans le texte français du Traité, la correction suivante doit être  
apportée :

Article 4, huitième alinéa, lettre g, dernière phrase :

le mot « fragiles » doit être retiré.

Dans la liste des Etats liés en langue néerlandaise, il convient de lire  
la date d'entrée en vigueur de la Belgique comme suit :  
« 15 april 1996 ».

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 96 - 994

[S - C - 29162]

2 AVRIL 1996. — Décret modifiant la législation de l'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modifications du décret du 29 juillet 1992  
portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Article 1<sup>er</sup>. Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de  
plein exercice, les mots « Il ne s'applique ni à l'enseignement secondaire spécial ni à l'enseignement secondaire profes-  
sionnel complémentaire » sont remplacés par les mots « Il ne s'applique pas à l'enseignement secondaire spécial ».

Art. 2. L'article 2 du même décret, modifié par le décret du 5 août 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. Tout établissement d'enseignement secondaire de type I comprend soit les quatre degrés, soit les trois  
premiers degrés, soit les premier et deuxième degrés, soit les deuxième et troisième degrés, soit les deuxième, troisième  
et quatrième degrés, soit le quatrième degré seul, soit le premier degré seul. »

Art. 3. A l'article 4 du même décret, remplacé par le décret du 5 août 1995, sont apportées les modifications  
suivantes :

1° au 10°, le mot « 250 » est remplacé par le mot « 200 »;

2° l'article est complété par un 15°, rédigé comme suit :

« 15° 250, pour un établissement n'organisant que le quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire  
complémentaire ainsi que l'année préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et, éventuel-  
lement, l'année préparatoire à l'enseignement supérieur paramédical ou le seul quatrième degré de l'enseignement  
professionnel secondaire complémentaire. »

3° l'article est complété par un 16°, rédigé comme suit :

« 16° 250, pour un établissement n'organisant au niveau de l'enseignement secondaire de type I que la forme  
artistique »

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil. — Projet de décret : n° 76-1. — Amendements : n°s 76-2 à 37 et 39 à 51. — Rapport : n° 76-38.  
Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 1<sup>er</sup> et 2 avril 1996. — Adoption. Séance du 2 avril 1996.

**Art. 4.** A l'article 5 *quater* du même décret, inséré par le décret du 5 août 1995, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° les deux premiers alinéas constituent un § 1<sup>er</sup>;
- 2° l'alinéa 3 devient le § 2, alinéa premier;
- 3° le § 2 est complété par les alinéas suivants :
 

« L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux sections d'enseignement professionnel secondaire complémentaire implantées dans une haute école, sur la base d'un accord de collaboration, conformément à l'article 92 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

Sur avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, le Gouvernement peut déroger à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »;

- 4° l'article est complété par le § suivant :
 

« § 3. Pour l'application des §§ 1<sup>er</sup> et 2, l'absence d'avis du Conseil dans le délai de deux mois à compter de la demande d'avis qui lui est adressée par le Gouvernement est assimilée à un avis favorable. »

**Art. 5.** A l'article 7 du même décret, modifié par le décret du 27 décembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° la disposition fixée à l'alinéa 5, 18°, est remplacée par la disposition suivante :
 

« 18° les septièmes années et les années préparatoires visées à l'article 13; »;
- 2° l'alinéa 5 est complété par la disposition suivante :
 

« 19° le quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire. »;
- 3° l'article est complété par l'alinéa suivant :
 

« Les élèves inscrits dans l'année complémentaire au sein du premier degré visée à l'article 23, § 7, de l'arrêté du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, sont comptabilisés avec les élèves de première année A et deuxième année commune de l'enseignement de type 1. »

**Art. 6.** A l'article 10 du même décret, modifié par les décrets des 27 décembre 1993 et 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 4 et 5 :
 

« Pour le quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section « soins infirmiers », le Gouvernement détermine le nombre de périodes-élèves dans les cours liés à la formation optionnelle en distinguant :

- a) les cours relevant de l'enseignement clinique;
- b) les autres cours. »;

2° à l'alinéa 5, devenant l'alinéa 6, les mots « alinéas 2 à 4 » sont remplacés par les mots « alinéas 2 à 5 ».

- 3° l'article est complété par l'alinéa suivant :
 

« Le Gouvernement peut attribuer des périodes-professeur supplémentaires aux établissements organisant l'option « Danse » dans l'enseignement artistique afin de permettre l'accompagnement musical des activités avec un maximum de 8 périodes-professeur par année d'études et de 24 périodes-professeur par établissement. »

**Art. 7.** L'article 11 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Chaque établissement établit, au plus tard à la date du 15 janvier, un rapport circonstancié sur l'utilisation des périodes-professeur obtenues sur la base des dispositions de l'alinéa 1er et le transmet, avant le 31 janvier, au ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions. »

**Art. 8.** L'article 13, alinéa 2, du même décret est complété par la disposition suivante :

- « 5° l'année préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire complémentaire du quatrième degré;
- 6° l'année préparatoire à l'enseignement supérieur paramédical. »

**Art. 9.** A l'article 14 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le § 2, alinéa 2, est abrogé;
- 2° le § 5, alinéa 2, est complété par la phrase suivante :
 

« Toutefois, au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, le nombre ne peut être supérieur à 36. »

**Art. 10.** A l'article 18 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° la disposition reprise sous 1° est remplacée par la disposition suivante :
 

« 1° pour tout établissement organisant un enseignement secondaire, qui réunit les conditions suivantes

  - a) être le seul établissement d'enseignement du caractère concerné de la commune à organiser le degré et la forme d'enseignement concerné;
  - b) être situé à plus de 8 km de tout établissement d'enseignement du caractère concerné organisant ce degré et cette forme d'enseignement si la densité de population de la commune est inférieure à 250 habitants au km<sup>2</sup>, ou être situé à plus de 12 km de tout établissement d'enseignement du caractère concerné organisant ce degré et cette forme d'enseignement si la densité de population de la commune est égale ou supérieure à 250 habitants au km<sup>2</sup>; »;

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Le Gouvernement peut réduire les minima par option pour les établissements situés dans une commune dont la densité de population est inférieure à 125 habitants au km<sup>2</sup>.

Le Gouvernement peut réduire de 25 p.c. au plus les minima fixés en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, pour les établissements situés à plus de 20 km de tout établissement ou implantation d'établissement de même caractère »

**Art. 11.** A l'article 19 du même décret, modifié par le décret du 5 août 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sur avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 5 *quater* le Gouvernement peut déroger aux dispositions du § 1<sup>er</sup> en matière d'option, d'année ou de degré, en faveur des établissements situés à une distance d'au moins 12 km d'un autre établissement de même caractère dans lequel les mêmes option, année ou degré sont organisés.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'absence d'avis du Conseil dans le délai de deux mois à compter de la demande d'avis qui lui est adressée par le Gouvernement est assimilée à un avis favorable. »

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les établissements qui bénéficient d'une dérogation en application du § 2 ne peuvent pas bénéficier des minima de base visés à l'article 17 pour les option, année ou degré concernés. »

Art. 12. A l'article 20 du même décret, modifié par les décrets des 21 décembre 1992 et 22 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est abrogé;

2° le § 2 est complété par les mots suivants : « dans le respect des limites de transfert entre degrés et années fixées au § 1<sup>er</sup> »;

3° le § 4 est complété par les mots suivants : « 5° pour la coordination des cours relevant de l'enseignement clinique. »

4° au § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « vingt-quatre périodes-professeur au maximum » sont remplacés par les mots « quarante-huit périodes-professeur au maximum »;

5° l'article est complété par le paragraphe suivant :

« § 6. En cas de doute sur l'utilisation des périodes-professeur, la preuve devra être apportée que celles-ci bénéficient bien aux élèves fréquentant les années et les formes d'enseignement visées ci-dessus. »

Art. 13. Dans l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « l'organisation des options visées à l'article 19, § 3, ou » sont supprimés.

Art. 14. Un chapitre *IIbis*, comprenant les articles 21<sup>ter</sup> et 21<sup>quater</sup>, et rédigé comme suit, est inséré dans le même décret, modifié par les décrets des 21 décembre 1992, 19 juillet 1993, 27 décembre 1993, 27 octobre 1994, 22 décembre 1994, 10 avril 1995 et 5 août 1995 :

#### « Chapitre *IIbis*. — De certains emplois

Article 21<sup>ter</sup>. Il est créé un emploi de chef d'établissement dans tout établissement d'enseignement secondaire.

Dans tout établissement n'organisant que le quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire dans la section « soins infirmiers » et, éventuellement, l'année préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section « soins infirmiers », ainsi que l'année préparatoire à l'enseignement supérieur paramédical ou l'une de ces deux années préparatoires seulement, l'emploi de chef d'établissement est attribué à un directeur des soins infirmiers.

Article 21<sup>quater</sup>. Il est requis 600 élèves pour un premier emploi, 1 500 élèves pour un deuxième emploi, 2 400 élèves pour un troisième emploi de proviseur ou de sous-directeur ou de proviseur ou de sous-directeur chargé principalement du premier degré.

Ces emplois sont maintenus pour autant que le nombre d'élèves ne soit pas inférieur respectivement à 550, 1 400 et 2 250. Si ces minima ne sont pas atteints pendant deux années consécutives, les emplois sont supprimés.

Le Gouvernement, sur la proposition du Conseil de participation de l'établissement pour l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné, détermine si l'emploi créé ou admis aux subventions en vertu de l'alinéa premier doit, lorsqu'il est vacant, être confié soit à un proviseur ou à un sous-directeur, soit à un proviseur ou un sous-directeur chargé principalement du premier degré. »

Art. 15. A l'article 22 du même décret, modifié par les décrets des 22 décembre 1994 et 5 août 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots « chapitre II » sont remplacés par les mots « chapitre II et chapitre *IIbis* »;

2° le § 1<sup>er</sup> est complété par les alinéas suivants :

Les élèves inscrits dans un établissement résultant d'une fusion intervenue après le 30 juin 1994, qui suivent les cours de première année A ou de deuxième année commune de l'enseignement secondaire de type I sont comptabilisés séparément si :

1° ils sont au moins 26;

2° ils suivent les cours dans une implantation située à plus de 12 km de tout établissement d'enseignement et de toute implantation d'établissement de même caractère;

3° la densité de la commune de l'implantation est inférieure à 75 habitants au km<sup>2</sup>.

Dans ce cas, l'implantation bénéficie pour ces élèves du minimum de base prévu en application de l'article 17.

Par implantation, on entend, dans le présent décret, un bâtiment ou un ensemble de bâtiments, situés à une autre adresse que le siège administratif d'un établissement et où cet établissement organise des cours.

Les élèves inscrits dans des établissements de même caractère dont les sièges administratifs sont contigus ou ont des implantations contiguës, sont considérés, pour l'ensemble des calculs visés au chapitre II, comme des élèves d'un seul et même établissement. Les périodes-professeur sont ensuite réparties proportionnellement au nombre d'élèves de la catégorie concernée de chaque établissement, pour chaque nombre intermédiaire fixé à l'article 7.

Les élèves qui suivent les cours de première année A ou de deuxième année commune de l'enseignement secondaire de type I dans des établissements de même caractère dont les sièges administratifs ou certaines implantations sont distants, à vol d'oiseau, de limite de propriété à limite de propriété, de moins de 200 m, sont considérés pour le calcul visé au chapitre II, comme des élèves d'un seul établissement. Les périodes-professeur sont ensuite réparties proportionnellement au nombre d'élèves de la catégorie concernée de chaque établissement.

L'alinéa 6 ne s'applique pas :

1° à l'établissement non contigu à un autre de même caractère qui compte au moins 400 élèves en première année A et deuxième année commune,

2° à l'établissement qui organise également un deuxième degré où ne figure pas l'enseignement général,

3° aux établissements mentionnés dans la liste des établissements à aider de manière prioritaire ou très prioritaire, fixée par le Gouvernement conformément à l'article 10 du décret du 27 octobre précité.

L'alinéa 6 ne s'applique qu'aux deux établissements les plus proches lorsque ceux-ci totalisent ensemble 400 élèves en première année A et deuxième année commune.

Sur avis favorable du Conseil général de concertation créé par le décret du 27 octobre 1994 précité, le Gouvernement peut déroger aux dispositions des alinéas 5 et 6. La dérogation est valable pour une période de 5 années consécutives.

Pour l'application de l'alinéa 9, l'absence d'avis du Conseil dans le délai de deux mois à compter de la demande d'avis qui lui est adressée par le Gouvernement est assimilée à un avis favorable. »

**Art. 16.** L'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, du même décret, est abrogé.

**Art. 17.** A l'article 25, du même décret, remplacé par le décret du 5 août 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> l'alinéa 3, est complété par les mots « pendant les années scolaires où elle est organisée »;

2<sup>o</sup> l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Le fait pour un pouvoir organisateur de ne pas solliciter l'avis de l'organe de concertation visé à l'article 24 est assimilé au fait d'outrepasser un avis défavorable. »

#### CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire*

**Art. 18.** A l'article 2 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire modifié par le décret du 29 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par les mots « et d'un quatrième degré de deux ou trois ans »;

2<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Au terme du troisième degré, un enseignement de perfectionnement et/ou de spécialisation ainsi qu'une année préparatoire aux études supérieures et une année préparatoire à l'enseignement supérieur paramédical peuvent être organisés. »;

3<sup>o</sup> le § 3, est rétabli dans la formulation suivante :

« § 3. Seul l'enseignement secondaire professionnel comporte un quatrième degré, dénommé quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire.

Une année préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire complémentaire « section soins infirmiers » peut être organisée en préparation au quatrième degré visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

#### CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul du crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type 1, concernant la fusion d'établissements, ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II*

**Art. 19.** L'article 8, de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul du crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type 1, concernant la fusion d'établissements, ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II abrogé par le décret du 29 juillet 1992, est rétabli dans la formulation suivante :

« Article 8. Aucune nouvelle section d'enseignement professionnel secondaire complémentaire du quatrième degré ni aucune année préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ni d'année préparatoire à l'enseignement supérieur paramédical ne peuvent être créées ou admises aux subventions. »

**Art. 20.** L'article 18, l'article 19, l'article 20, modifié par le décret du 19 juillet 1993, l'article 22, modifié par l'arrêté royal n° 138 du 30 décembre 1982, l'article 23 et l'article 24 du même arrêté sont abrogés.

#### CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur à l'exception de l'enseignement universitaire*

**Art. 21.** Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur à l'exception de l'enseignement universitaire, les mots « et d'enseignement supérieur à l'exception de l'enseignement universitaire » sont supprimés.

**Art. 22.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots « et d'enseignement supérieur » sont supprimés.

**Art. 23.** Dans l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté n° 61 du 20 juillet 1982, les mots « les élèves régulièrement inscrits le 1<sup>er</sup> octobre de l'année concernée » sont remplacés par les mots « les élèves réguliers le 15 janvier de l'année scolaire précédente ».

**Art. 24.** A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 61 du 20 juillet 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> dans la phrase liminaire, les mots « ainsi que dans les établissements qui organisent et l'enseignement secondaire de plein exercice et l'enseignement supérieur de type court de plein exercice » sont supprimés,

2<sup>o</sup> en face du nombre 1364, les mots « 1 rédacteur » sont remplacés par les mots « 1 rédacteur ou 1 surveillant-éducateur »;

3<sup>o</sup> l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le membre du personnel nommé à la fonction d'éducateur économe obtient une mise en disponibilité à temps partiel, un emploi partiel correspondant d'éducateur supplémentaire peut être créé ou subventionné »

**Art. 25.** L'article 4 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal n° 449 du 20 août 1986 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 4. Dans les établissements mentionnés dans la liste des établissements à aider de manière prioritaire ou très prioritaire, fixée par le Gouvernement conformément à l'article 10 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, qui fusionnent entre eux ou avec un autre établissement, les emplois visés à l'article 3 peuvent être créés ou subventionnés, selon l'ordre de dévolution qui y est fixé, à concurrence d'un emploi par tranche complète de 80 élèves.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique plus lorsque l'établissement ainsi que chacune de ses implantations cessent d'être mentionnés dans la liste des établissements à aider de manière prioritaire ou très prioritaires. »

**Art. 26.** L'article 5 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal n° 61 du 20 juillet 1982 est rétabli dans la formulation suivante :

« Article 5. Dans un établissement résultant d'une fusion intervenue après le 30 juin 1994 et qui conserve une implantation distante de son siège administratif à plus de 2 km, à vol d'oiseau, de limite de propriété à limite de propriété, un emploi supplémentaire de surveillant-éducateur peut être créé ou subventionné lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° l'implantation est également située à plus de 2 km, à vol d'oiseau, de limite de propriété à limite de propriété, de tout établissement d'enseignement et de toute implantation d'établissement du caractère concerné;

2° 200 élèves au moins suivent au moins 80 p.c. de leur horaire hebdomadaire sur le site de l'implantation; ce nombre est réduit à 150 si la densité de population de la commune où est située l'implantation est de moins de 250 habitants au km<sup>2</sup>, à 100 si la densité de population de la commune où est située l'implantation est de moins de 125 habitants au km<sup>2</sup>, à 75, si la densité de population de la commune où est située l'implantation est de moins de 75 habitants au km<sup>2</sup>.

Par implantation, on entend, dans le présent arrêté, un bâtiment ou un ensemble de bâtiments, situés à une autre adresse que le siège administratif d'un établissement et où cet établissement organise des cours.

Pour l'application de l'alinéa 1er, par dérogation à l'alinéa 2, l'ensemble des bâtiments dépendant, avant la fusion, de l'établissement qui n'est pas devenu le siège administratif de l'établissement résultant de la fusion, forme une implantation.

Sur avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire cité à l'article 4, le Gouvernement peut déroger aux dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°. La dérogation est valable pour une période de 5 années consécutives.

Pour l'application de l'alinéa 5, l'absence d'avis du Conseil dans le délai de deux mois à compter de la demande d'avis qui lui est adressée par le Gouvernement est assimilée à un avis favorable. »

**CHAPITRE V. — Modifications de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux**

**Art. 27.** Dans l'article 8, alinéa 7, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, inséré par le décret du 22 décembre 1994, les mots « fusion entre établissements » sont remplacés par les mots « fusion ou restructuration entre établissements ou de fermeture d'établissement ».

**Art. 28.** Dans l'article 10, alinéa 6, du même arrêté, inséré par le décret du 22 décembre 1994, les mots « fusion entre établissements » sont remplacés par les mots « fusion ou restructuration entre établissements ou de fermeture d'établissement ».

**Art. 29.** A l'article 10bis du même arrêté, inséré par le décret du 19 juillet 1993 et complété par le décret du 22 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « restant » et les mots « après que les opérations de réaffectation aient été effectuées » sont supprimés;

2° à l'alinéa 8, les mots « fusion entre établissements » sont remplacés par les mots « fusion ou restructuration entre établissements ou de fermeture d'établissement ».

**Art. 30.** Dans l'article 10ter, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par le décret du 22 décembre 1994, les mots « fonction de recrutement » sont remplacés par les mots « fonction de recrutement ou de sélection ».

**CHAPITRE VI. — Modifications du décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire**

**Art. 31.** Dans l'article 4, du décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire, le 1° et le 2° sont remplacés par les dispositions suivantes :

1° au niveau de l'ensemble de la Communauté française, sur la proposition du conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire de plein exercice;

2° au niveau des zones, sur proposition de chacun des organes de concertation créés en application de l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, et compétents pour la zone considérée, dénommés ci-après conseils de zone; ».

**Art. 32.** A l'article 8 du décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « sur proposition commune des comités de concertation établie après consultation des organisations syndicales représentatives » sont remplacés par les mots « sur la proposition du conseil général de concertation créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire de plein exercice »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 33.** Dans l'article 13 du même décret, les mots « 7 p.c. » sont remplacés par les mots « 10 p.c. ».

**CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires**

**Art. 34.** Par dérogation à l'article 6 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, un établissement n'organisant que le quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ainsi que l'année préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et, éventuellement, l'année préparatoire à l'enseignement supérieur paramédical ou le seul quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ou le deuxième et le troisième degrés de l'enseignement secondaire de qualification dans deux secteurs au plus peut être créé ou subventionné le 1<sup>er</sup> septembre 1996 s'il réunit les deux conditions suivantes

1° compter à cette date au moins 250 élèves,

2° être le résultat de la scission d'un établissement organisant à la fois l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire pendant l'année scolaire 1995-1996.

Art. 35. Par dérogation à l'article 21<sup>ter</sup> du même décret, les établissements issus d'une fusion destinée à sortir ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 1996 peuvent créer à cette date respectivement un premier ou un second emploi de sous-directeur ou de proviseur ou de sous-directeur ou de proviseur chargé principalement du premier degré si le nombre d'élèves, calculé conformément à l'article 22, § 2, du même décret, est égal ou supérieur respectivement à 550 et 1 400.

Art. 36. L'article 5bis inséré dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice par le décret du 5 août 1995, ne produit ses effets qu'au 1<sup>er</sup> octobre 1996 pour les établissements qui n'organisent au niveau de l'enseignement secondaire que la forme artistique.

Art. 37. Par dérogation aux articles 7 et 23 du même décret, pendant l'année scolaire 1996-1997, le nombre total de périodes-professeur organisables par un établissement résultant d'une fusion destinée à sortir ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 1996 ne peut être inférieur de plus de 8 p.c. à la somme des nombres totaux de périodes-professeur des différents établissements fusionnés, calculés selon les dispositions en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 1995, diminué, en proportion du rapport entre le nombre d'élèves le 1<sup>er</sup> octobre 1996 et le nombre d'élèves le 15 janvier 1996, dans le cas où l'écart entre ces deux nombres est supérieur à 10 p.c.

Par dérogation aux articles 7 et 23 du même décret, pendant l'année scolaire 1996-1997, le nombre total de périodes-professeur organisables par tout établissement ne peut être inférieur de plus de 8 p.c. au nombre total de périodes-professeur, calculé selon les dispositions en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 1995, diminué en proportion du rapport entre le nombre d'élèves le 1<sup>er</sup> octobre 1996 et le nombre d'élèves le 15 janvier 1996, dans le cas où l'écart entre ces deux nombres est supérieur à 10 p.c.

Art. 38. Dans les établissements visés à l'article 13, alinéa 2, du décret du 5 août 1995 portant modification de la législation relative à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, le directeur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, nommé à titre définitif et affecté dans cet établissement, à titre définitif ou à titre provisoire, est, à sa demande, nommé directeur à titre exceptionnel ou directeur-préfet dans l'enseignement secondaire du degré supérieur dans l'établissement transformé en établissement à trois degrés. Il ne peut obtenir de changement d'affectation dans un autre établissement d'enseignement secondaire organisant les trois degrés. Il bénéficie de l'échelle de traitement du proviseur dans l'enseignement secondaire du degré supérieur.

Art. 39. Par dérogation à l'article 10bis de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, inséré par le décret du 19 juillet 1993 relatif aux fins de carrière dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les membres du personnel visés à l'article 7, en activité de service ou en disponibilité pour cause de maladie, peuvent bénéficier, à leur demande, d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1996, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public et qu'ils atteignent l'âge de 58 ans au plus tard le 31 décembre 1996, sans que la charge ainsi libérée doive être attribuée à des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge.

L'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique également au 1<sup>er</sup> septembre de l'année où il atteint l'âge de 58 ans au membre du personnel qui obtient le 1<sup>er</sup> septembre 1996 une mise en disponibilité à temps partiel pour convenances personnelles sur la base de l'article 10<sup>ter</sup> de l'arrêté.

L'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique également aux membres du personnel visés à l'article 7, âgés de plus de 55 ans, en activité de service ou en disponibilité pour cause de maladie dans un établissement résultant d'une fusion, d'une fermeture ou d'une restructuration intervenues entre le 30 juin 1994 et le 1<sup>er</sup> septembre 1996 ou dans un établissement pour lequel le nombre total de périodes-professeur organisables serait, au 1<sup>er</sup> septembre 1996, compte tenu de l'article 37, inférieur de plus de 8 p.c. au nombre total de périodes-professeur, calculé selon les dispositions en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 1995.

Le nombre de bénéficiaires des alinéas 1<sup>er</sup> et 3 est limité à 2 000 pour l'année scolaire 1996-1997.

Au cas où le nombre de demandes visées à l'alinéa 4 excéderait 2 000, priorité serait donnée aux plus âgés. Au cas où le nombre de demandes serait inférieur à 2 000, le Gouvernement peut abaisser l'âge de 58 ans visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à l'alinéa 2, sans toutefois que cet âge puisse être inférieur à 55 ans.

Le Gouvernement est habilité à accorder le bénéfice des dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1997 aux membres du personnel âgés de 55 ans au moins à la date du 31 décembre 1997. Le nombre des bénéficiaires est limité à 500.

Au cas où le nombre de demandes visées à l'alinéa 6 excéderait 500, priorité serait donnée aux plus âgés.

Le Gouvernement peut fixer une date limite d'introduction des demandes visées aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3, 5 et 6 par catégorie d'âge.

#### CHAPITRE VI. — Disposition abrogatoire

Art. 40. L'arrêté royal n° 541 du 31 mars 1987 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire professionnel complémentaire et modifiant l'arrêté n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'enseignement supérieur de type long, modifié par les décrets des 14 mai 1990 et 27 décembre 1993, est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 avril 1996.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAP

N. 96 - 994

[S - C - 29162]

## 2 APRIL 1996. — Decreet tot wijziging van de onderwijswetgeving (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

## HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

**Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de woorden « Het is niet van toepassing op het secundair buitengewoon onderwijs noch op het aanvullend secundair beroepsonderwijs » vervangen door de woorden « Het is niet van toepassing op het secundair buitengewoon onderwijs ».

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet d.d. 5 augustus 1995, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 2. - Elke inrichting voor secundair onderwijs van type I omvat ofwel de vier graden, ofwel de eerste drie graden, ofwel de eerste en tweede graad, ofwel de tweede en derde graad, ofwel de vierde graad, ofwel alleen de eerste graad ».

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet d.d. 5 augustus 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 10° wordt het woord « 250 » door het woord « 200 » vervangen;

2° het artikel wordt met een 15°, dat luidt als volgt, aangevuld :

« 15° 250 voor een inrichting die alleen maar de 4e graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs organiseert alsmede het voorbereidend jaar van het hoger paramedisch onderwijs of alleen de 4e graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs »;

3° dit artikel wordt aangevuld met een 16° dat luidt als volgt :

« 16° 250 voor een inrichting die op het vlak van het secundair onderwijs van type I alleen maar het kunstonderwijs organiseert ».

**Art. 4.** In artikel 5 *quater* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij decreet d.d. 5 augustus 1995 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste twee littera's vormen een § 1;

2° lid 3 wordt § 2, eerste lid;

3° § 3 wordt met de volgende littera's aangevuld :

« Lid 1 is niet van toepassing op de afdelingen voor aanvullend secundair beroepsonderwijs gevestigd in een hogeschool op basis van een samenwerkingsovereenkomst, overeenkomstig artikel 92 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 betreffende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen.

Op gunstig advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs mag de Regering van lid 1 afwijken :

4° dit artikel wordt met de volgende § aangevuld :

« § 3 Voor de toepassing van §§ 1 en 2 wordt het gebrek aan advies van de Raad in de termijn van twee maanden te rekenen van de vraag om advies, uitgaande van de Regering, met een gunstig advies gelijkgesteld ».

**Art. 5.** In artikel 7 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij decreet d.d. 27 december 1993 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de in lid 5, 18° vastgestelde bepaling wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 18° de zevende jaren en de voorbereidende jaren, bedoeld in artikel 13 »;

2° lid 5 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« 19° de 4e graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs »;

3° het artikel wordt met het volgende lid aangevuld :

« de leerlingen ingeschreven in het aanvullend jaar van de eerste graad, bedoeld in artikel 29, § 7 van het besluit d.d. 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, worden meegeteld met de leerlingen van het eerste jaar A en gemeenschappelijk tweede jaar van het onderwijs van type I ».

**Art. 6.** In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten d.d. 27 december 1993 en 10 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het volgende lid wordt tussen lid 4 en lid 5 ingelast :

« Voor de 4e graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling « verplegingswezen » bepaalt de Regering het aantal lestijden - leerlingen in de leergangen van de optionele vorming, door een onderscheid te maken

a) tussen de leergangen die onder het klinisch onderwijs ressorteren en

b) de andere leergangen

2° in lid 5 dat lid 6 wordt, worden de woorden « littera 2 t/m 4 » door de woorden « littera 2 t/m 5 » vervangen.

3° Het artikel wordt met het volgende lid aangevuld :

« De Regering mag aanvullende lestijden-leraar gunnen aan de inrichtingen die de optie « dans » organiseren in het kunstonderwijs om de muzikale begeleiding van de werkzaamheden mogelijk te maken met hoogstens 8 lestijden-leraar per studiejaar en 24 lestijden-leraar per onderwijsinrichting ».

(1) Zitting 1995-1996.

Documenten van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 76-1. — Amendementen : nrs. 76-2 tot 37 en 39 tot 51. — Verslag : nr. 76-38.

Integraal verslag. — Bespreking. Zittingen van 1 en 2 april 1996. — Aanneming. Vergadering van 2 april 1996.

Art. 7. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt met het volgende lid aangevuld :

« Elke inrichting maakt uiterlijk op 15 januari een uitvoerig verslag op over de aanwending van de lestijden-leraar die verkregen werden op grond van de bepalingen van lid 1 en zendt het vóór 31 januari aan de minister belast met het secundair onderwijs over ».

Art. 8. Artikel 13, lid 2, van hetzelfde decreet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« 5° Het jaar dat voorbereidt op het aanvullend secundair beroepsonderwijs van de 4e graad;

6° het jaar dat voorbereidt op het hoger paramedisch onderwijs ».

Art. 9. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, lid 2, wordt opgeheven;

2° § 5, lid 2, wordt aangevuld met de volgende zin :

« In de 4e graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs mag het aantal echter niet hoger zijn dan 36 ».

Art. 10. In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de in 1° opgenomen bepaling wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1° voor elke inrichting die het secundair onderwijs organiseert en die de volgende voorwaarden vervult :

a) de enige onderwijsinrichting van de betrokken aard in de gemeente zijn, die de betrokken graad en vorm van onderwijs inricht;

b) gelegen zijn op meer dan 8 km van elke onderwijsinrichting van de betrokken aard die deze graad en onderwijsvorm inricht indien de bevolkingsdichtheid van de gemeente lager ligt dan 250 inwoners per km<sup>2</sup>,

ofwel gelegen zijn op meer dan 12 km van elke gelijkaardige inrichting die deze graad en deze onderwijsvorm organiseert indien de bevolkingsdichtheid van de gemeente gelijk is aan of hoger dan 250 inwoners per km<sup>2</sup>;

2° dit artikel wordt met de volgende littera aangevuld :

« De Regering mag de minimums per optie verminderen voor de inrichtingen gelegen in een gemeente waarvan de bevolkingsdichtheid lager ligt dan 125 inwoners per km<sup>2</sup>.

De Regering mag met hoogstens 25 t.h. de minimum cijfers verminderen die bij toepassing van lid 1, 1°, werden vastgesteld voor de inrichtingen gelegen op meer dan 20 km van elke gelijkaardige inrichting of vestiging van inrichting ».

Art. 11. In artikel 19 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet d.d. 5 augustus 1995 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. Op gunstig advies van de Algemene Overlegraad voor secundair onderwijs, bedoeld in artikel 5<sup>quater</sup>, mag de Regering afwijken van de bepalingen van § 1 inzake optie, jaar of graad, ten gunste van de inrichtingen die gelegen zijn op een afstand van minstens 12 km van een andere gelijkaardige inrichting waarin dezelfde optie, hetzelfde jaar of dezelfde graad worden ingericht.

Voor de toepassing van lid 1 wordt het gebrek aan advies vanwege de Raad in een termijn van twee maanden te rekenen van de vraag om advies, uitgaande van de Regering gelijkgesteld met een gunstig advies ».

2° § 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. De inrichtingen die ter toepassing van § 2 een afwijking genieten, mogen het voordeel niet genieten van de in artikel 17 bedoelde basisminimums voor de betrokken optie, graad of jaar ».

Art. 12. - In artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten d.d. 21 december 1992 en 22 december 1994 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, lid 2 wordt opgeheven;

2° § 2 wordt aangevuld met de volgende woorden :

« met inachtneming van de in § 1 vastgestelde overhevelingsgrenzen tussen graden en jaren »;

3° § 4 wordt met de volgende woorden aangevuld :

« 5° voor de coördinatie van de leergangen die onder het klinisch onderwijs ressorteren »;

4° in § 5, lid 1 worden de woorden « per hoogstens vierentwintig lestijden/leraar » vervangen door de woorden « per hoogstens achtenveertig lestijden/leraar »;

5° dit artikel wordt met de volgende paragraaf aangevuld :

« § 6. Mocht er twijfel rijzen in verband met de aanwending van de lestijden/leraar, dan moet het bewijs geleverd worden dat deze de leerlingen ten goede komen die bovenbedoelde jaren en onderwijsvormen bezoeken ».

Art. 13. In artikel 21, § 1, lid 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « de organisatie van de in artikel 19 § 3 bedoelde opties » geschrapt.

Art. 14. Een hoofdstuk IIbis dat de artikelen 21<sup>ter</sup> en 21<sup>quater</sup> omvat en dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten d.d. 21 december 1992, 19 juli 1993, 19 juli 1993, 27 december 1993, 27 oktober 1994, 22 december 1994, 10 april 1995 en 5 augustus 1995 ingelast :

« Hoofdstuk IIbis. — Sommige betrekkingen

Art. 21<sup>ter</sup>. Een betrekking van inrichtingshoofd wordt in elke inrichting voor secundair onderwijs opgericht :

In elke inrichting die alleen de 4e graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs organiseert in de afdeling « verplegingswezen » en eventueel het jaar dat voorbereidt op het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling « verplegingswezen », alsmede het jaar dat voorbereidt op het hoger paramedisch onderwijs of alleen één van deze twee voorbereidende jaren, wordt de betrekking van inrichtingshoofd aan een directeur van het verplegingswezen toegekend.

Art. 21<sup>quater</sup>. Zeshonderd leerlingen zijn vereist voor een eerste betrekking, vijftienhonderd voor een tweede betrekking en tweeduizendvierhonderd voor een derde betrekking van provisor of van onderdirecteur of van onderdirecteur die in het bijzonder belast is met de eerste graad.

Deze betrekkingen worden gehandhaafd voor zover het aantal leerlingen niet lager ligt dan respectievelijk 550, 1400 en 2250. Indien deze minimumcijfers in twee achtereenvolgende jaren niet worden bereikt, dan worden deze betrekkingen opgeheven.



De Regering, op de voordracht van de inspraakraad van de onderwijsinrichting voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, bepaalt of de opgerichte betrekking of de krachtens lid 1 tot de toelagen toegelaten betrekking, wanneer ze openstaat, moet toevertrouwd worden aan een provisor of aan een onderdirecteur of aan een onderdirecteur die in het bijzonder belast is met de eerste graad ».

**Art. 15.** In artikel 22 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten d.d. 22 december 1994 en 5 augustus 1995 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « hoofdstuk II » vervangen door de woorden « hoofdstuk II en hoofdstuk IIbis » ;

2° § 1 wordt met de volgende littera aangevuld :

De leerlingen die ingeschreven zijn in een inrichting die voortvloeit uit een fusie ontstaan na 30 juni 1994, die de leergangen van het eerste jaar A of van het gemeenschappelijk tweede jaar van het secundair onderwijs van het type I volgen, worden afzonderlijk meegeteld

indien :

1° er minstens 26 zijn;

2° zij de lessen volgen in een vestiging die gelegen is op meer dan 12 km van elke gelijkaardige onderwijsinrichting of van elke vestiging van een gelijkaardige onderwijsinrichting;

3° de bevolkingsdichtheid van de gemeente van vestiging lager ligt dan 75 inwoners per km<sup>2</sup>.

In dit geval geniet de vestiging voor die leerlingen het basisminimum dat ter toepassing van artikel 17 wordt bepaald.

In dit decreet wordt verstaan onder vestiging een gebouw of een geheel van gebouwen, gelegen op een ander adres dan dat van de administratieve zetel van een inrichting en waar deze inrichting lessen organiseert.

De leerlingen die ingeschreven zijn in gelijkaardige inrichtingen waarvan de administratieve zetels aangrenzend zijn of aangrenzende vestigingen hebben, worden beschouwd voor het geheel van de in hoofdstuk 2 bedoelde berekeningen, als leerlingen van één en dezelfde inrichting. De lestijden-leraar worden daarna ingedeeld evenredig met het aantal leerlingen van de betrokken categorie van elke inrichting, voor elk in artikel 7 vastgestelde tussengetal.

De leerlingen die de lessen volgen van het eerste jaar A of van het gemeenschappelijk tweede jaar van het secundair onderwijs van het type I in de gelijkaardige inrichtingen waarvan de administratieve zetels of sommige vestigingen in rechte lijn minder dan 200 meter ver van elkaar zijn, van einde van eigendom tot einde van eigendom, worden voor de in hoofdstuk 2 bedoelde berekening als leerlingen van een enkele inrichting beschouwd. De lestijden-leraar worden daarna evenredig met het aantal leerlingen van de betrokken categorie van elke inrichting ingedeeld.

Lid 6 is niet van toepassing op :

1° de vestiging die niet aangrenst aan een andere gelijkaardige inrichting die minstens 400 leerlingen in het eerste jaar en in het gemeenschappelijk tweede jaar telt;

2° de inrichting die ook een tweede graad organiseert waarin het algemeen onderwijs niet voorkomt;

3° de inrichtingen die worden vermeld op de lijst aan de overeenkomstig artikel 10 van bovenvermeld decreet d.d. 27 oktober door de Regering vastgestelde inrichtingen die op prioritaire of op zeer prioritaire wijze moeten worden geholpen.

Lid 6 is slechts van toepassing op de twee dichtstbijzijnde inrichtingen wanneer deze samen 400 leerlingen in het eerste jaar A en in het gemeenschappelijk tweede jaar tellen.

Op gunstig advies van de Algemene Overlegraad, opgericht bij voormeld decreet d.d. 27 oktober 1994 mag de Regering afwijken van de bepalingen van lid 5 en lid 6. De afwijking geldt voor een periode van vijf opeenvolgende jaren.

Voor de toepassing van lid 9 wordt de afwezigheid van advies van de Overlegraad binnen de termijn van twee maanden te rekenen van de vraag om advies, uitgaande van de Regering, gelijkgesteld met een gunstig advies ».

**Art. 16.** Artikel 24, lid 1, 4° van hetzelfde decreet, wordt opgeheven.

**Art. 17.** In artikel 25 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet d.d. 5 augustus 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 3 wordt aangevuld met de woorden « tijdens de schooljaren waar ze wordt ingericht » ;

2° Het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor een inrichtende macht is het niet vragen om het advies van het in artikel 24 bedoelde overlegorgaan gelijk te stellen met het niet rekening houden met een ongunstig advies ».

#### HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet d.d. 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs*

**Art. 18.** In artikel 2 van de wet d.d. 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs, gewijzigd bij decreet d.d. 29 juli 1992 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, lid 1, wordt met de woorden « en met een vierde graad van twee of drie jaar » aangevuld;

2° § 1, lid 2, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Na het einde van de derde graad mogen volmakings- en/of specialisatieonderwijs en een jaar dat voorbereidt op het hoger paramedisch onderwijs ingericht worden ».

3° § 3 wordt als volgt hersteld

« § 3 Alleen het secundair beroepsonderwijs omvat een vierde graad, die heet : vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs.

Een jaar dat voorbereidt op het aanvullend secundair beroepsonderwijs « afdeling verplegingswezen » mag als voorbereiding op de in lid 1 bedoelde vierde graad worden ingericht . »

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II**

**Art. 19.** Artikel 8, van het koninklijk besluit nr. 49 d.d. 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, opgeheven bij het decreet d.d. 29 juli 1992, wordt in de volgende bewoordingen hersteld : « Artikel 8. - Er mag geen enkele nieuwe afdeling van aanvullend secundair beroepsopleiding van de vierde graad of jaar tot voorbereiding op het aanvullend secundair beroepsopleiding of jaar tot voorbereiding op het hoger medisch onderwijs worden opgericht of tot de toelagen worden toegelaten.

**Art. 20.** Artikel 18, artikel 19, artikel 20, gewijzigd bij het decreet d.d. 19 juli 1993, artikel 22, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 138 d.d. 30 december 1992, artikel 23 en artikel 24 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1977 houdende de regels en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs**

**Art. 21.** In het opschrift van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1977 tot vaststelling van de regels en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs worden de woorden « en voor hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs » geschrapt.

**Art. 22.** In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « en voor het hoger onderwijs » geschrapt.

**Art. 23.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 61 d.d. 20 juli 1982 worden de woorden « de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 1 oktober van het betrokken jaar » door de woorden « de regelmatige leerlingen op 15 januari van het vorig schooljaar » vervangen.

**Art. 24.** In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 61 d.d. 20 juli 1982 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin worden de woorden « alsmede in de instellingen die het secundair onderwijs met volledig leerplan en het hoger onderwijs vna het korte type met volledig leerplan organiseren » geschrapt;

2° tegenover het getal 1369 worden de woorden « 1 opsteller » door de woorden :

« 1 opsteller of 1 studiemeester-opvoeder » vervangen;

3° Het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer het personeelslid benoemd tot het ambt van opvoeder-huismeester, een deeltijdseterbeschikkingstelling verkrijgt, mag een bijkomende overeenstemmende deeltijdse betrekking van opvoeder opgericht of gesubsidieerd worden.

**Art. 25.** Artikel 4 van hetzelfde besluit, opgeheven door het koninklijk besluit nr. 61 van 20 juli 1982 wordt als volgt hersteld :

Artikel 4. In de inrichtingen die worden vermeld in de lijst van de inrichtingen die op prioritaire of zeer prioritaire wijze moeten geholpen en die werd vastgelegd door de Regering overeenkomstig artikel 10 van het decreet d.d. 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs en die onder elkaar of met een andere inrichting fuseren, mogen de in artikel 3 bedoelde betrekkingen opgericht of gesubsidieerd worden, naar gelang van de volgorde die er wordt vastgesteld, ten belope van een betrekking per volledige groep van 80 leerlingen.

Lid 1 is niet meer van toepassing wanneer de inrichting alsmede iedere vestiging ervan ophouden vermeld te worden in de lijst van de inrichtingen die op prioritaire of zeer prioritaire wijze moeten worden geholpen.

**Art. 26.** Artikel 5 van hetzelfde besluit, opgeheven door koninklijk besluit nr. 61 d.d. 20 juli 1982 wordt in de volgende vorm hersteld :

« Artikel 5. - In een inrichting die voortvloeit uit een fusie gebeurd na 30 juni 1994 en die een vestiging behoudt die in rechte lijn op meer dan 2 km van haar administratieve zetel ligt, van eigendoms- tot eigendomseinde, mag een bijkomende betrekking van studiemeester-opvoeder opgericht of gesubsidieerd worden wanneer de volgende voorwaarden worden vervuld :

1° de vestiging is ook gelegen op meer dan 2 km, in rechte lijn van eigendomseinde tot eigendomseinde, van elke onderwijsinrichting en van elke vestiging van een gelijkaardige inrichting,

2° minstens 200 leerlingen volgen minstens 80% van hun wekelijkse lesrooster in de vestiging zelf, dit getal wordt teruggebracht op 150 indien de bevolkingsdichtheid van de gemeente waar de vestiging gelegen is, lager ligt dan 250 inwoners per km<sup>2</sup>, op 100 indien de bevolkingsdichtheid van de gemeente waar de vestiging gelegen is, lager ligt dan 125 inwoners per km<sup>2</sup>, op 75 indien de bevolkingsdichtheid van de gemeente waar de vestiging gelegen is, lager ligt dan 75 inwoners per km<sup>2</sup>.

Onder vestiging wordt in dit besluit verstaan een gebouw of een geheel van gebouwen, gelegen op een ander adres dan dat van de administratieve zetel van een onderwijsinrichting en waar deze inrichting leergangen organiseert

Voor de toepassing van lid 1, en in afwijking van lid 2, vormt het geheel van de gebouwen die vóór de fusie afdelingen van de inrichting die de administratieve zetel van de uit de fusie voortvloeiende inrichting niet geworden is een vestiging.

Op gunstig advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, die in artikel wordt vermeld mag de Regering afwijken van de bepalingen van lid 1, 1°.

De afwijking geldt voor een periode van vijf opeenvolgende jaren.

Voor de toepassing van lid 5 wordt de afwezigheid van advies vanwege de Raad binnen de termijn van twee maanden te rekenen vanaf de vraag om advies, gelijkgesteld met een ongunstig advies »

**HOOFDSTUK V. — Wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 297 d.d. 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra**

**Art. 27.** In artikel 8, lid 7 van het koninklijk besluit nr. 297 d.d. 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, ingevoegd door het decreet d.d. 22 december 1994, worden de woorden « fusie onder inrichtingen » vervangen door de woorden « fusie of herstructurering onder inrichtingen of sluiting van een inrichting ».

**Art. 28.** In artikel 10, lid 6, van hetzelfde besluit, ingevoegd door het decreet d.d. 22 december 1994 worden de woorden « fusie of herstructurering onder inrichtingen of sluiting van een inrichting ».

**Art. 29.** In artikel 10bis van hetzelfde decreet, ingevoegd door het decreet d.d. 19 juli 1993 en aangevuld met het decreet d.d. 22 december 1994 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 vervallen woord « resterende » en de woorden « na dat de reffectatieverrichtingen uitgevoerd werden »;

2° in lid 8 worden de woorden « fusie onder inrichtingen » vervangen door de woorden « fusie of herstructurering onder inrichtingen of sluiting van een inrichting ».

**Art. 30.** In artikel 10ter, lid 1, van hetzelfde besluit, vervangen door het decreet d.d. 22 december 1994 wordt het woord « wervingsambt » vervangen door de woorden « wervings-of selectieambt ».

**HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen van het decreet d.d. 16 juli 1993 betreffende de vorming tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs**

**Art. 31.** In artikel 4 van het decreet d.d. 16 juli 1993 betreffende de vorming tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs worden 1° en 2° vervangen door de volgende bepalingen :

1° op het vlak van de gehele Franse Gemeenschap en op de voordracht van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, opgericht door het decreet d.d. 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° op het vlak van de zones en op de voordracht van elk van de overlegorganen opgericht ter uitvoering van artikel 24 van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, en bevoegd voor de beschouwde zone, hierna genoemd « zoneraden ».

**Art. 32.** In artikel 3 van het decreet d.d. 16 juli 1993 betreffende de vorming tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « op gemeenschappelijk voorstel van de overlegcomités, opgemaakt na raadpleging van de representatieve vakbonden » vervangen door de woorden

« op voorstel van de algemene overlegraad, opgericht door het decreet d.d. 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs met volledig leerplan »;

2° lid 2 wordt opgeheven.

**Art. 33.** In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de woorden « 7 t.h. » vervangen door de woorden « 10 t.h. ».

**HOOFDSTUK VII. — Overgangsbepalingen**

**Art. 34.** In afwijking van artikel 6 van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan mag een inrichting die slechts de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs organiseert, alsmede het jaar dat voorbereidt op het aanvullend secundair beroepsonderwijs en eventueel, het jaar dat voorbereidt op het hoger paramedisch onderwijs, of alleen de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs of de tweede en derde graad van het secundair kwalificatieonderwijs in hoogstens twee sectoren, pas opgericht of gesubsidieerd worden wanneer ze aan de twee onderstaande voorwaarden voldoet :

1° op die datum minstens 250 leerlingen tellen;

2° het resultaat zijn van de splitsing van een inrichting die tegelijk het hoger onderwijs en het secundair onderwijs organiseert tijdens het schooljaar 1995-1996.

**Art. 35.** In afwijking van artikel 21ter van hetzelfde decreet mogen de inrichtingen die voortvloeien uit een fusie die haar uitwerking moet hebben op 1 september 1996, op die datum respectievelijk een eerste of een tweede betrekking van onderdirecteur of provisor of onderdirecteur of provisor hoofdzakelijk belast met de eerste graad oprichten indien het aantal leerlingen, berekend overeenkomstig artikel 22, § 2 van hetzelfde decreet, gelijk is aan of hoger ligt dan respectievelijk 550 en 1490

**Art. 36.** Artikel 5bis, dat in het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan ingevoegd werd door het decreet d.d. 5 augustus 1995, heeft pas uitwerking op 1 oktober 1996 voor de inrichtingen die op het vlak van het secundair onderwijs alleen kunstonderwijs organiseren.

**Art. 37.** In afwijking van de artikelen 7 en 23 van hetzelfde decreet mag het totaal aantal lestijden-leraar die mogen georganiseerd worden door een inrichting die voortvloeit uit een fusie die op 1 september 1996 haar uitwerking heeft, tijdens het schooljaar 1996-1997 niet meer dan 8 t.h. lager liggen dan de som van de totale aantallen lestijden-leraar van de verschillende gefuseerde inrichtingen, berekend volgens de op 1 september 1995 van kracht zijnde bepalingen, verminderd in de verhouding tussen het aantal leerlingen op 1 oktober 1996 en het aantal leerlingen op 15 januari 1996 ingeval het verschil tussen die twee cijfers hoger is dan 10 t.h.

In afwijking van de artikelen 7 en 23 van hetzelfde decreet mag het totaal aantal lestijden-leraar die door elke inrichting kan worden georganiseerd, tijdens het schooljaar 1996-1997 niet lager liggen dan 8 t.h. van het totaal aantal lestijden/leraar, berekend volgens de op 1 september 1994 van kracht zijnde bepalingen, verhoudingsgewijs verminderd met het verschil tussen het aantal leerlingen op 1 oktober 1996 om het aantal leerlingen op 15 januari 1996 ingeval het verschil tussen die twee cijfers hoger ligt dan 10 t.h.

**Art. 38.** In de inrichtingen bedoeld in artikel 13, lid 2 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt de directeur in het secundair onderwijs van de lagere graad die in vast verband benoemd is en in vast verband of voorlopig in die

inrichting wordt geaffecteerd, op zijn verzoek, tot directeur bij wijze van uitzondering of tot directeur-prefect in het secundair onderwijs van de hogere graad benoemd in de inrichting die werd omgevormd tot een inrichting voor secundair onderwijs die de drie graden organiseert. Hij geniet de weddeschaal van provisor in het secundair onderwijs van de hogere graad.

**Art. 39.** In afwijking van artikel 10bis van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, ingevoegd door het decreet d.d. 19 juli 1993 betreffende het einde van de loopbanen in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, mogen de in art. 7 bedoelde personeelsleden in actieve dienst of met terbeschikkingstelling wegens ziekte, op hun verzoek, het voordeel van een terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen genieten die het rustpensioen op 1 september 1996 voorafgaat, voor zover ze geen rustpensioen ten laste van de Schatkist, mogen genieten en voor zover ze de leeftijd van 58 jaar uiterlijk op 31 december 1996 bereiken, zonder dat de hierdoor vrijgegeven opdracht moet worden toegewezen aan personeelsleden die bij ontstentenis van betrekking ter beschikking zijn gesteld of hun opdracht gedeeltelijk hebben verloren.

Lid 1 is eveneens op 1 september van het jaar waarin het personeelslid de leeftijd van 58 jaar bereikt, van toepassing op dit personeelslid dat een deeltijdse terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen bekomt op grond van artikel 10ter van het besluit.

Lid 1 is eveneens van toepassing op de in artikel 7 bedoelde personeelsleden, die meer dan 55 jaar zijn en die in actieve dienst zijn of wegens ziekte ter beschikking werden gesteld, in een inrichting die ontstaan is uit een fusie, een sluiting of een herstructurering gebeurd tussen 30 juni 1994 en 1 september 1996 of in een inrichting waarvoor het totaal aantal op 1 september 1996 organiseerbare lestijden-leraar rekening houdend met artikel 37, meer dan 8 t.h. lager zou liggen dan het totaal aantal lestijden-leraar, berekend volgens de op 1 september 1995 van kracht zijnde bepalingen.

Het aantal gerechtigden van lid 1 en lid 3 wordt beperkt tot 2000 voor het schooljaar 1996-1997.

Ingeval het aantal in lid 4 bedoelde aanvragen 2000 zou overschrijden, dan moet voorrang worden verleend aan de oudste personeelsleden. Ingeval het aantal aanvragen lager ligt dan 2000 mag de Regering de in lid 1 en lid 2 bedoelde leeftijd van 58 jaar verlagen zonder dat de leeftijdsgrens lager mag liggen dan 55 jaar.

De regering is gemachtigd om het voordeel van de bepalingen van lid 1 op 1 september 1997 te verlenen aan de personeelsleden die minstens 55 jaar zijn op 31 december 1997.

Het aantal gerechtigde personeelsleden wordt tot 500 beperkt.

Ingeval het aantal in lid 6 bedoelde vragen 500 zou overschrijden, dan wordt voorrang verleend aan de oudste personeelsleden.

De Regering mag per leeftijdscategorie een uiterste datum bepalen voor het indienen van de in lid 1, lid 3, lid 5 en lid 6 bedoelde aanvragen.

#### HOOFDSTUK VI — *Opheffingsbepaling*

**Art. 40.** Het koninklijk besluit nr. 541 d.d. 31 maart 1987 houdende het rationalisatie- en programmatieplan voor het aanvullend secundair beroepsonderwijs, tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 460 van 17 september 1986 tot vaststelling van het rationalisatieplan en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type, gewijzigd bij de decreten d.d. 14 mei 1990 en 27 december 1993, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 2 april 1996.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,  
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

3 MAI 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant exécution de l'article 39 du décret du 2 avril 1996  
modifiant la législation de l'enseignement

F. 96 — 995

[29166]

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les Centres psycho-médico-sociaux tel que modifié par les lois des 31 juillet 1984, 21 juin 1985, 1er août 1985, par les arrêtés royaux n° 436 du 5 août 1986, n° 453 du 29 août 1986, n° 537 du 31 mars 1987, et par les décrets des 19 juillet 1993, 22 décembre 1994 et 2 avril 1996;

Vu le décret du 2 avril 1996 modifiant la législation de l'enseignement, notamment l'article 39;